

PREFET DU LOIRET

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

A Orléans, le 21 Octobre 2015

Unité territoriale du Loiret

Installations classées

Société SAVANE BROSSARD

Commune de PITHIVIERS

Arrêté préfectoral complémentaire

Rapport de l'inspection des installations classées

I. Introduction

Le présent rapport est rédigé en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement. Il présente les prescriptions complémentaires imposées à la société SAVANE BROSSARD située sur la commune de Pithiviers.

II. Contexte réglementaire

Les installations visées par la rubrique 3642 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (Traitement et transformation de matières premières animales et végétales en vue de la fabrication de produits alimentaires) entrent dans le champ d'application de la européenne n°2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite directive IED.

La société SAVANE BROSSARD est spécialisée dans la fabrication de pâtisserie familiales, de mini-pâtisseries et de cakes à partir principalement de matières premières végétales et de matières premières animales en faible quantité. Ce secteur d'activité est concerné par le BREF FDM (Industries agro-alimentaires et laitières).

Les valeurs limites d'émissions associées aux meilleures techniques disponibles (MTD) figurant dans les documents BREF (Best Available REFERENCE documents) élaborés par la commission européenne constituent les valeurs de référence à atteindre et doivent être prises en compte dans les dispositions de l'arrêté préfectoral réglementant le fonctionnement des installations de la société SAVANE BROSSARD.

III. Situation administrative du site

3.1. Classement des activités du site

Les activités exercées par la société SAVANE BROSSARD sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 septembre 2005 et par les arrêtés préfectoraux complémentaires des 15 novembre 2007 et 8 décembre 2010. Ces activités relèvent notamment des rubriques 2220 et 2221 de la nomenclature des installations classées.

3.2. Situation par rapport aux niveaux d'émission du BREF FDM

Le 27 décembre 2013, l'exploitant a transmis son dossier de mise en conformité avec la directive IED. Ce dossier comporte notamment la situation de son établissement vis-à-vis des meilleures techniques disponibles du BREF FDM, applicables aux activités du site.

3.2.1. Les rejets aqueux industriels

Le tableau ci-dessous compare les niveaux d'émissions des rejets aqueux figurant dans le BREF FDM et les concentrations maximales imposées aux articles 3.1.6.2. et 3.1.6.3.1. de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 septembre 2005.

Polluants	A.P. du 21/09/2005	BREF FDM
	Concentration exprimées en mg/l	
MES	2250	50
DCO	12 000	125
DBO ₅	6000	25
NTK	375	10
Phosphore Total	75	0,4 - 5

Les niveaux d'émission de référence mentionnés dans le BREF du secteur des industries agro-alimentaires et laitières sont inférieurs aux valeurs limites d'émission de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 septembre 2005.

Les eaux industrielles ainsi que les eaux domestiques de l'établissement sont dirigées vers la station de prétraitement du site.

La station de prétraitement comporte :

- un poste de relevage,
- un tamis rotatif,
- un dégraisseur aéré raclé associé à une fosse de stockage,
- un bassin tampon et d'homogénéisation aéré qui assure également un débit régulé,
- un dispositif de prélèvement au point de transfert avec le contrôle en continu du pH.

Après ce prétraitement, les effluents sont traités par la station d'épuration de la commune de Pithiviers, avant rejet dans le milieu naturel, l'Oeuf. En ce qui concerne les rejets indirects à l'eau, l'effet d'une station d'épuration peut être pris en considération lors de la détermination des valeurs limites d'émission de l'installation, à condition de garantir un niveau équivalent de protection de l'environnement dans son ensemble et de ne pas conduire à des charges polluantes plus élevées dans le milieu naturel.

Par ailleurs, le traitement central final d'effluents liquides industriels dans une station d'épuration communale est pris en compte dans les documents BREF et est considéré comme conforme aux meilleures techniques disponibles (MTD). Après contact avec la municipalité de Pithiviers, la société SAVANE BROSSARD s'est assurée des rendements épuratoires de la station d'épuration communale concernant les paramètres MES, DCO, DBO₅, NTK et Phosphore Total. Ainsi, il est proposé d'imposer à l'exploitant les concentrations suivantes :

Polluants	Concentrations maximales exprimées en mg/l	Flux maximaux exprimés en kg/jour
MES	600	96
DCO	2000	320
DBO ₅	900	144
NTK	100	16
Phosphore Total	30	4,8

Le projet d'arrêté préfectoral joint en annexe au présent rapport fixe un débit maximal d'effluents rejetés de 160 m³/jour et des valeurs de pH comprises entre 5,5 et 8,5. Afin de respecter les niveaux d'émission de référence mentionnés dans le BREF FDM, l'exploitant a proposé de compléter ses installations de prétraitement par la mise en place :

- d'une injection d'eau pressurisée dans le dégraisseur existant à l'échéance de la fin du premier semestre 2016,
- d'une installation de coagulation/floculation à l'échéance de la fin du premier semestre 2017.

Les équipements ainsi que les échéances associées sont repris dans le projet d'arrêté préfectoral joint en annexe au présent rapport.

L'article 3.1.6.3.2. de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 septembre 2005 impose une fréquence d'analyse hebdomadaire pour les MES et une fréquence d'analyse mensuelle pour les autres polluants.

L'article 60 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié impose une fréquence d'analyse journalière dès lors que les flux journaliers autorisés pour les paramètres suivants dépassent les valeurs ci-après :

- flux en MES : 100 kg/jour,
- flux en DCO : 300 kg/jour,
- flux en DBO₅ : 100 kg/jour,
- flux en NTK : 50 kg/jour,
- flux en Phosphore Total : 15 kg/jour.

Cet article stipule : « Dans le cas d'effluents raccordés, l'arrêté d'autorisation peut se référer à des fréquences différentes pour ces paramètres. Ces fréquences sont au minimum hebdomadaires. » Le projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport impose une fréquence d'analyse hebdomadaire pour la DCO et la DBO₅.

3.2.2. Les rejets d'eaux pluviales

Lors de l'inspection du 12 août 2015, l'inspection des installations classées avait constaté que les eaux pluviales de la partie sud-ouest du site étaient acheminées vers le déboureur-déshuileur implanté sur le site de la société voisine, la société MAUFFREY et que le reste des eaux pluviales de l'établissement ne faisait pas l'objet d'un prétraitement avant leur rejet dans le réseau communal « eaux pluviales ».

Afin de traiter les eaux pluviales de son établissement, l'exploitant s'est engagé à installer d'ici la fin du premier semestre 2016, un déshuileur-déboureur/séparateur d'hydrocarbures en position basse de son site. La mise en place du traitement des eaux pluviales ainsi que l'échéance associée sont reprises dans le projet d'arrêté préfectoral joint en annexe au présent rapport.

3.2.3. Eaux d'extinction

En cas d'incendie, les eaux d'extinction seraient confinées sur le site par la fermeture de la vanne manuelle de confinement installée au point de rejet des eaux pluviales dans le réseau communal « eaux pluviales ». Les besoins en eau s'élèvent à 960 m³ en considérant la réalisation d'aménagements pour cloisonner le site en trois zones sur la base des murs existants en béton. A ce volume doivent être ajoutés 305 m³ (calculés sur la base de 10 l/m² de surface de drainage) et 25 m³ (calculés sur la base de 20 % du volume contenu dans le local contenant le plus grand volume). Le volume d'eau total à confiner sur le site est de 1290 m³.

Dans son dossier, l'exploitant a présenté deux solutions pour la rétention des eaux d'extinction :

- la création d'un bassin de confinement en partie basse du site,
- l'aménagement d'une rétention adaptée par débordement des réseaux d'eaux pluviales sur les voiries en partie basse du site et aménagement assurant le confinement de ces eaux sur les voiries.

Compte tenu de la topographie du site et le peu de place disponible pour réaliser un bassin de confinement, l'exploitant a retenu la seconde solution. Les aménagements à réaliser pour mettre en place la rétention sur voiries sont les suivants :

- prolongement du talus existant au niveau de l'accès à la borne incendie,
- rehaussement du talus existant au nord de la station de prétraitement des effluents industriels,
- étanchéification de l'ensemble des talus.

L'exploitant s'est engagé à réaliser les travaux précités d'ici la fin du premier semestre 2016. Le confinement des eaux d'extinction ainsi que l'échéance associée sont repris dans le projet d'arrêté préfectoral joint en annexe au présent rapport.

IV. Conclusion et proposition de suite à donner

Considérant :

- que les activités de la société SAVANE BROSSARD appartiennent au secteur des industries agro-alimentaires et laitières,
- la réalisation d'une étude mettant en évidence les éventuels écarts entre les performances des installations et celles attendues en application des meilleures techniques disponibles du BREF FDM,

- que les valeurs limites d'émission de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 septembre 2005 sont supérieures aux niveaux d'émission de référence mentionnés dans le BREF du secteur des industries agro-alimentaires et laitières,
- qu'afin de respecter les niveaux d'émission de référence mentionnés dans le BREF FDM, les installations de prétraitement du site doivent être complétées par la mise en place :

- d'une injection d'eau pressurisée dans le dégraisseur existant à l'échéance de la fin du premier semestre 2016,
- d'une installation de coagulation/floculation à l'échéance de la fin du premier semestre 2017,
- que les flux journaliers en MES, DCO et DBO₅ sont supérieurs aux valeurs fixées à l'article 60 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié,
- que les eaux pluviales du site (hors partie sud-ouest) ne sont pas prétraitées avant leur rejet dans le réseau communal « eaux pluviales »,
- que les eaux d'extinction en cas d'un incendie doivent être confinées sur le site,

le projet d'arrêté préfectoral joint en annexe au présent rapport impose :

- des valeurs limites d'émission compatibles avec les niveaux d'émission de référence mentionnés dans le BREF du secteur des industries agro-alimentaires et laitières,
- la mise en place :

- * d'une injection d'eau pressurisée dans le dégraisseur existant à l'échéance de la fin du premier semestre 2016,
- * d'une installation de coagulation/floculation à l'échéance de la fin du premier semestre 2017,
- une fréquence d'analyse hebdomadaire pour la DCO et la DBO₅,
- l'installation d'un déshuileur-débourbeur/séparateur d'hydrocarbures en position basse du site afin de traiter les eaux pluviales avant leur rejet dans le réseau communal « eaux pluviales » à l'échéance de la fin du premier semestre 2016,
- le confinement des eaux d'extinction sur le site à l'échéance de la fin du premier semestre 2016.

Le projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport est rédigé dans ce sens conformément à l'article R.512-31 du code de l'environnement. Ce projet d'arrêté doit être soumis aux membres du CODERST auxquels l'inspection des installations classées propose d'émettre un avis favorable.

L'inspecteur de l'environnement

Signé

Vu et transmis avec avis conforme à M. le Préfet du Centre Val de Loire, Préfet du Loiret – Direction Départementale de la Protection des Populations – Service de l'Environnement Industriel – 45042 ORLEANS CEDEX

Pour le directeur,

Signé